

En ce qui concerne la mine de fer de Dane, située à 20 milles environ de Kirkland-Lake, 70 cantons ont été l'objet d'un blocage. Cela veut dire que toute construction est impossible à l'extérieur de Kirkland-Lake. Je ne m'oppose pas à cela. Mais celui qui est contraint de parcourir 20 milles pour ce rendre au travail—et encore il s'agit là d'une petite distance—il faudrait lui rembourser la taxe. Non pas sur la totalité de ses achats d'essence, mais sur la fraction qui correspond à ses déplacements professionnels.

Dans la région des trois villes, beaucoup de personnes travaillent à Temagami: c'est 60 milles pour l'aller simple, et 120 milles pour l'aller et retour. Cela constitue une dépense importante. Pourquoi ne pourraient-ils pas les déduire? S'ils n'ont pas de voiture et s'ils ne peuvent se rendre au travail, ils sont en chômage. Il n'y a pas de transport public. Je ne vois pas pourquoi on ne pourrait pas leur permettre de déduire leurs frais d'automobile tout comme on accorde des concessions fiscales aux hommes d'affaires. Ces gens utilisent leur voiture exactement comme le représentant de commerce, c'est-à-dire pour se rendre à leur lieu de travail. Nous pourrions certainement mettre au point un système qui leur permettrait de déduire au moins une partie de leurs frais de déplacement.

● (1650)

Comme nous parlons de subventions, j'aimerais dire une chose. Le grand public canadien ne se rend pas compte que nous subventionnons le Québec et les Maritimes. Il ne sait pas qu'en principe une frontière longe la vallée de l'Outaouais. Il ne le sait pas car c'est depuis peu de temps seulement que nous subventionnons le Québec et les Maritimes. Avant, c'est eux qui obtenaient leur pétrole à meilleur marché; ils l'achetaient moins cher à l'étranger que nous ne pouvions l'acheter dans la plupart des régions de l'Ouest. Aujourd'hui, la situation est différente et il faut subventionner l'essence au Québec et aux Maritimes. Je me souviens de l'époque où c'était bon marché et, si ce ne l'était pas, c'est que quelqu'un escroquait les gens de ces provinces.

La compagnie Golden Eagle a été l'une des premières à faire venir du pétrole de l'étranger et je dois d'ailleurs préciser qu'on a essayé par tous les moyens de l'empêcher de vendre ses produits de l'autre côté de la vallée de l'Outaouais, de la ligne Diefenbaker. Maintenant, le vent a tourné et ce sont les gens à l'est de cette ligne qui doivent être subventionnés. Nous voulons certainement accorder un traitement équitable à l'Est du Canada, mais il faut être juste pour tout le monde. C'est la population canadienne qui paye et il me semble que cette taxe de 10c. constitue en soi une mesure rétrograde. C'est une mesure rétrograde dans tous les cas sauf quand elle vise les loisirs. Et dans un pays qui accorde aux loisirs autant d'importance que tout autre peuple du monde, même dans les régions où nous utilisons des automobiles pour notre plaisir, je crois qu'il faudrait quelque chose d'assez équitable et que cette taxe de 10c. n'est pas juste pour tout le monde et qu'elle n'est pas appliquée de façon juste.

Je recommanderais très vivement à tous les détaillants d'essence de mettre un panneau sur leurs pompes pour montrer à combien s'élèvent la taxe fédérale, la taxe provinciale et le prix réel de l'essence. J'aimerais qu'on place de telles enseignes sur les pompes car dans bien des régions, les taxes coûtent au total plus cher que le produit. L'essence est, à beaucoup d'égards, un produit de première nécessité, tout comme le pain, le lait ou les soins médicaux.

Le gouvernement qui décide d'imposer une taxe sur ce produit simplement pour soutirer de l'argent à de pauvres

Taxe d'accise—Loi

gens qui ne peuvent s'en passer doit en porter la responsabilité. La taxe est appliquée injustement si son seul objectif est de réunir de l'argent. Cette affirmation est vraie, tout au moins, tant qu'il n'existe pas d'autres moyens de transports disponibles—des moyens de transport en commun économiques et accessibles à tous.

Il est étrange de constater combien de gens à Ottawa pensent qu'on dispose partout de moyens de transport en commun. Dans ma région, des milliers de gens n'ont pu recevoir de prestations d'assurance-chômage au cours des 15 dernières années parce qu'ils répondaient par la négative à la question: «Existe-t-il des moyens de transport?», car ils ne disposaient pas de moyens de transport pour se rendre à leur travail et en revenir.

Naturellement, il faut absolument économiser l'énergie. Au lieu d'entrer en guerre avec le ministre des Finances, l'Ontario aurait mieux fait d'entreprendre avec lui des discussions pour trouver les meilleurs moyens d'économiser l'essence. Il n'y a pas seulement l'essence, il y a également le fuel de chauffage pour l'hiver prochain et les années à venir. Il y a également les accords à long terme qui ont été conclus avec les États-Unis et que nous devons probablement honorer, si pénible cela soit-il.

Si le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral voulaient se montrer justes envers leurs administrés, ils auraient encouragé l'économie de l'énergie en accordant des subventions importantes aux acheteurs d'automobiles qui consomment le moins d'essence, c'est-à-dire celles qui peuvent faire 20 ou 25 milles au gallon. Les autres automobiles auraient été pénalisées. Il faudrait favoriser les propriétaires d'automobiles qui peuvent faire un millage raisonnable, et non l'industrie automobile nord-américaine qui se fie aux vendeurs pour écouler un produit préjudiciable au Canada et à l'avenir de nos approvisionnements en énergie. J'ai été scandalisé d'apprendre que le gouvernement de l'Ontario avait décidé de diminuer le prix de ces grosses voitures américaines pendant la période électorale, simplement pour en tirer un bénéfice politique.

Madame l'Orateur, la Chambre est devenue un organisme inutile. On ne se tourne plus vers Ottawa, ni Toronto, ni aucune autre capitale provinciale pour trouver une réponse aux problèmes. Je ne pense pas que le ministre des Finances se soit vraiment, comme il l'a dit, attaqué au problème des taxes sur l'essence. S'il l'a fait, il n'a guère essayé de convaincre les Canadiens que l'égalité de prix et l'égalité d'accès aux approvisionnements d'un côté à l'autre du Canada contribuent à renforcer la confédération. Il ne l'a pas fait, c'est pourquoi la Chambre est devenue un organisme inutile. Je puis sûrement dire que le mini-budget ontarien, conséquence directe du budget fédéral, n'a rien amélioré non plus sur ce plan.

[Français]

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Madame le président, je sais que la plupart des députés aimerait que la Chambre s'ajourne afin de permettre aux députés de la Chambre de bénéficier également de quelques beaux jours de l'été qui s'écoule. C'est pour cette raison que mes observations seront très brèves.

J'ai cru, cependant, qu'il était de mon devoir, devant les nombreuses lettres que j'ai reçues de la part d'ouvriers qui voyagent en forêt avec leur automobile pour aller gagner leur pain, de me faire leur porte-parole afin de demander au gouvernement de songer à d'autres sources de revenu afin d'être en mesure d'avoir les sommes d'argent nécessaires pour l'administration de notre pays.